

## ***L'insurrection hongroise***

RÉFLEXIONS SUR UN PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

**Ariane Bélanger-Vincent  
Jean-Michel Landry**

*Au fond des mines sibériennes  
Gardez votre fière patience  
Votre labeur douloureux  
Et le grand élan de vos âmes ne  
périront pas !*

*Les lourdes chaînes tomberont  
Les prisons s'écrouleront et la liberté  
Vous accueillera, joyeuse à la sortie  
Et vos frères vous rendront vos épées  
Pouchkine*

*Une révolution ouvrière en territoire soviétique ; tel est le paradoxe auquel parvient toute analyse tentant de saisir les événements de 1956 en termes d'idéologies et de modèles économiques. Renversant ces pôles d'analyse et prenant appui sur les travaux de Hannah Arendt, cet exposé constitue un effort pour comprendre la révolution hongroise comme une insurrection dirigée contre une forme particulière de gouvernement, à savoir l'État totalitaire. Dans une telle optique, l'idéologie, loin de représenter l'unité de mesure de ce processus révolutionnaire, rejoint la terreur dans la mire du soulèvement populaire de 1956. Pareil déplacement permet à la révolution hongroise de jeter un éclairage pertinent sur l'expérience politique du XX<sup>e</sup> siècle.*

\* \* \*

L'insurrection hongroise a éclairé le XX<sup>e</sup> siècle. Par le soulèvement d'octobre 1956, le peuple hongrois a non seulement fait apparaître les limites de la domination de type totalitaire<sup>1</sup>, mais il a également révélé au monde entier la forme de gouvernement à l'œuvre derrière le Rideau de fer ; en déboulonnant la statue du maréchal Staline, ce peuple visait à célébrer l'effondrement d'une forme de gouvernement opérant au moyen de la terreur et de l'idéologie<sup>2</sup>. De fait, contrairement aux révolutions qui ont forgé le monde moderne, la révolution hongroise ne fut portée par aucune idéologie, sinon par le dessein de briser le règne de l'idéologie. Autrement dit, cette révolution ne s'attaque pas tant au régime communiste qu'à la forme totalitaire revêtue par ce dernier. En cela, elle constitue un événement de première grandeur qui n'a rien perdu de son actualité : en lieu et place d'une révolution visant à renverser la classe au pouvoir, on a ici affaire à une révolte populaire dont l'objectif central est de mettre fin à une forme de gouvernement.

Au cours de cet exposé, nous tenterons de montrer en quoi la révolution hongroise doit être saisie comme une révolution anti-totalitaire, c'est-à-dire comme une irruption dirigée non pas contre un modèle économique ou une domination de classe mais plutôt contre une

---

<sup>1</sup> L'utilisation du qualificatif « totalitaire », au sens où Arendt l'entend, peut sembler intempesive dans la mesure où la philosophe a clairement établi que ce vocable n'est pertinent que pour décrire les régimes nazi et stalinien. Cependant, le statut de « satellite » de la République populaire de Hongrie nous apparaît justifier l'utilisation de ce terme dans le contexte de la révolution hongroise. « Le mot "satellite" est une métaphore qui convient vraiment très bien à l'impérialisme totalitaire dans sa version russe. C'est une extension territoriale continue [...] » (Arendt, 2002 : 932). En effet, « [l]a stratégie de Moscou a consisté à créer des répliques fidèles non seulement de sa propre forme de gouvernement mais des évolutions qui avaient conduit à cette forme de gouvernement » (*ibid.* : 935). Ainsi, bien qu'en 1956 les autorités soviétiques en URSS eussent rompu avec les stratégies de gouvernement de type stalinien, l'idée d'envisager le régime hongrois comme un type de totalitarisme nous apparaît opportune – et conforme aux thèses arendtiennes – puisque celui-ci se présente à la fois comme le produit de l'« impérialisme totalitaire » soviétique et comme un cas exemplaire de reproduction des évolutions propres à l'histoire de l'Union soviétique.

<sup>2</sup> L'idéologie doit ici être entendue comme « logique de l'idée » (Arendt, 1972 : 216), comme un dispositif politique visant à restreindre, voire à supprimer, l'activité de penser. Elle permet de guider la conduite de ses sujets afin de les rendre aptes à jouer tout aussi bien le rôle de la victime que celui du bourreau (*ibid.* : 215).

manière de gouverner un peuple. Pour ce faire, nous prendrons notamment appui sur les écrits de la philosophe Hannah Arendt portant sur les régimes totalitaires et sur la révolution hongroise. Préalablement à notre analyse, nous présenterons un survol historique des événements qui ont rythmé l'insurrection du peuple hongrois. Par la suite, nous attarderons à démontrer en quoi l'hétérogénéité des revendications et la mise à l'écart de l'idéologie témoignent du caractère anti-totalitaire de la révolution hongroise. Enfin, nous confirmerons notre propos en exposant la forme que prend l'action politique à l'intérieur du système de conseils révolutionnaires ayant spontanément émergé au moment de l'insurrection.

*Ces révolutionnaires se réclamaient  
de l'idéal du régime qu'ils  
combattaient.*

Raymond ARON

## **1. Panorama historique**

Il importe de s'attarder au contexte historique dans lequel se sont déroulés les événements de la révolution hongroise. Or, comme le fait remarquer Hannah Arendt, les circonstances ne sauraient expliquer à elles seules ce qui se produisit à Budapest entre le 23 octobre et le 4 novembre 1956, « [n]on seulement la signification véritable de tout événement dépasse toujours les "causes" passées qu'on peut lui assigner [...], mais le passé lui-même n'advient qu'avec l'évènement en question. [...] L'évènement éclaire son propre passé mais il ne saurait en être déduit » (Arendt, 1990 : 54-55). Les douze jours de révolution contiennent, selon l'auteur, davantage d'histoire que les douze années qui l'ont précédée. De fait, ce qui se passait en Hongrie depuis que les Russes avaient « libéré » le pays du joug nazi est historiquement pauvre ; afin d'assurer la domination totale, les dirigeants russes ont tenté de reproduire en Hongrie l'édification d'une société peuplée d'ombres, d'individus désolés, isolés, politiquement inexistantes.

### 1.1 La déstalinisation

L'année 1953 est marquée par la mort de Staline. Une lutte désespérée pour sa succession s'ensuivit<sup>3</sup>. Afin de résoudre le litige, le parti instaure une direction collective – comme ce fut le cas à la suite de la mort de Lénine. *Ipsa facto*, cette mesure encouragea le développement de factions au sein du parti communiste. Chacun se rangea derrière un des leaders, soit Khrouchtchev, Malentov ou Beria.

Dans les faits, Khrouchtchev devient le véritable successeur de Staline. Il entreprend la déstalinisation de l'URSS et de ses pays satellites. C'est au niveau des méthodes de domination que Khrouchtchev se distingue de Staline :

« [...] Les objectifs que Staline est parvenu à réaliser au moyen d'une révolution permanente et de purges périodiques d'une ampleur gigantesque, Khrouchtchev espère les réaliser grâce à de nouveaux procédés, pour ainsi dire incorporés dans la structure sociale et censés assurer l'atomisation de l'intérieur. »  
(Arendt, 2002 : 903)

Deux aspects principaux sont à retenir afin de saisir les processus à l'œuvre au cours de la déstalinisation. D'une part, Khrouchtchev insiste sur la décentralisation en créant de nouvelles régions placées sous la responsabilité de nouvelles administrations. Ces manœuvres lui permettent de briser le pouvoir de la classe d'administrateurs située à Moscou. D'autre part, Khrouchtchev instaure un relâchement de la terreur. Celle-ci fonctionne maintenant davantage par le principe d'espionnage mutuel, lequel fait de la délation et la dénonciation les seules preuves de loyauté, « [c]omme s'il pensait que désormais, les citoyens pouvaient en toute confiance devenir leurs propres policiers et prendre l'initiative de la sélection des victimes » (*ibid.* : 903). Une telle mesure permet la mise en place d'un système de surveillance perfectionné. Par la suite, Khrouchtchev énonce un décret dans lequel il

---

<sup>3</sup> C'est, fait remarquer H. Arendt, une des grandes faiblesses de la dictature totalitaire (Arendt, 2002 : 900). Cette incapacité manifeste est incontournable d'un point de vue totalitaire puisque l'établissement de règles ayant un caractère contraignant introduirait un élément de stabilité qui obstruerait les nécessités du mouvement et sa flexibilité. En fait, théoriquement, n'importe qui devrait pouvoir remplacer le chef puisque ce n'est pas ce dernier qui est important, mais bien le mouvement.

invite la population à dénoncer ceux qu'il nomme les « parasites sociaux » ; ceux-ci se verront internés dans des camps de concentration.

C'est au cours de son discours au XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste que Khrouchtchev jeta le feu aux poudres. Cette allocution, d'abord secrète puis révélée plus tard au grand jour, eut des conséquences immédiates. Khrouchtchev y exposait les crimes de Staline et annonçait une rupture avec les méthodes totalitaires<sup>4</sup>. Dans le cas hongrois, le discours de Khrouchtchev déclencha une agitation intense qui, rapidement, se transforma en insurrection.

### *1.2 De la manifestation à la révolution*

Le matin du 23 octobre 1956, une manifestation étudiante s'organise. Ernest Gerö, premier secrétaire, et Janos Kádár, secrétaire du parti depuis juillet, rentrent à Budapest d'un voyage de fonction qu'ils avaient entrepris sans tenir compte du niveau d'effervescence qui régnait alors dans la capitale hongroise. Confrontés à la mobilisation, ceux-ci interdisent la manifestation étudiante en diffusant à la radio, peu avant midi, le message suivant : « Afin de maintenir l'ordre public, le ministère de l'Intérieur n'autorise jusqu'à nouvel ordre aucune réunion, aucune manifestation publique. » (Ministère de l'Intérieur, cité dans Fejtő, 1991 : 34) Il est déjà trop tard : de nombreux groupes se sont formés dans les rues et la totalité des habitants de la ville adoptent les revendications étudiantes. Le gouvernement n'a d'autre choix que de céder sous la pression : il lève l'interdiction à 13 h 23 et annonce qu'une adresse à la nation sera prononcée par Gerö le soir même à 20 h. À la suite de cette première manifestation, plusieurs se dispersent, mais un grand nombre de manifestants restent dans la rue. Une foule de personnes se rassemblent

---

<sup>4</sup> Ce discours ne s'adressait point à un auditoire grand public. Il était destiné aux personnes occupant les plus hauts échelons du parti. Ces derniers pouvaient interpréter de deux façons l'allocution du chef (Arendt, 2002 : 907). D'une part, il aurait été possible de comprendre que Khrouchtchev rejetait sur la folie de Staline la cause de tous les crimes du parti et que la responsabilité incombait à celui-ci. D'autre part, il aurait été concevable de comprendre qu'en fait Khrouchtchev faisait porter le blâme sur ceux qui avaient profité de l'état mental et de la méfiance de Staline pour arriver à leurs propres fins. Ce double sens a échappé au grand public. La population retint plutôt la confirmation des accusations entretenues notamment par l'Occident : le gouvernement soviétique est livré à des criminels et il n'ignore pas la possibilité de restreindre son pouvoir par la loi, aussi limitée soit-elle. C'est dans cette mesure que le discours de Khrouchtchev a permis d'enflammer le peuple hongrois.

devant le parlement et beaucoup d'autres les y rejoignent. Vers 18 h, entre 200 000 et 300 000 individus sont massés devant l'édifice. Le peuple réclame Imre Nagy, qui fut écarté du pouvoir et du parti en 1955 sous prétexte d'avoir tenté d'instaurer un communisme aux valeurs nationales et démocratiques (Fejtő, 1978 : 32). À 20 h, comme promis, Gerö prononce un discours : « Nous condamnons ceux qui cherchent à répandre le poison du chauvinisme dans notre jeunesse et qui ont profité des libertés démocratiques que notre État assure aux travailleurs pour faire une manifestation de caractère nationaliste. » (Discours d'Ernest Gerö, cité dans *ibid.* : 38) Ce discours ne fait qu'attiser la foule ; on parle même de provocation délibérée. À partir de ce moment, l'interlocuteur de Gerö n'est pas un groupe circonscrit mais la ville en entier. Les manifestants tentent de s'emparer du bâtiment de la Radio, afin d'en faire une « Radio-Vérité ». L'A.V.H. (*Allamvédelmi Hatóság*), police politique hongroise, est appelée à le défendre par les armes. Au moment où, pour disperser la foule, les policiers de l'A.V.H. tirent les premiers coups de feu, la révolution éclate (résumé de la commission d'enquête de l'ONU dans Aron, SD : 2). Le peuple réplique et se procure ses premières armes. À 22 h, des soldats de l'armée régulière hongroise – appelés en renfort – se rallient aux manifestants et fournissent d'autres armes aux citoyens en colère. La statue de Staline, symbole du gouvernement soviétique en place, est déboulonnée dans la nuit. Dès l'aube, la Radio est contrôlée par les manifestants.

Entre-temps, le Comité central se réunit et parvient à deux décisions. La première est d'intégrer Imre Nagy au poste de président du conseil et la seconde consiste à demander l'intervention des troupes soviétiques pour rétablir l'ordre dans le pays. Ce matin-là, les Hongrois se réveillent sous le contrôle de la loi martiale. Des déclarations radiophoniques enjoignent les insurgés à se rendre, mais plusieurs foyers de résistance restent en place. Le 24 octobre, vers 14 h, les blindés soviétiques atteignent les rues des banlieues de Budapest où ils se voient confrontés aux barricades érigées par les ouvriers ; une grève générale a été lancée dans les usines dès la matinée. Les regroupements populaires ont disparu des rues de Budapest. La province prend la relève de la révolution avec une rapidité impressionnante ; ses habitants commencent à formuler des revendications encore plus radicales que celles des étudiants, tout en mettant sur pied un réseau de conseils révolutionnaires. Le 26 au matin,

le Kremlin est prêt à faire des concessions : le socialisme hongrois sera démocratisé.

À partir du 24 octobre, tout un réseau de conseils révolutionnaires et de conseils ouvriers couvre le pays. En réalité, ce sont des régions entières qui passent sous leur autorité. Le 27 octobre, vers midi, Nagy présente un nouveau gouvernement jugé en mesure d'apaiser les insurgés et de rassurer les autorités soviétiques. Ce dernier déçoit toutefois les conseils révolutionnaires et les ouvriers. En date du 28 octobre, Nagy s'adresse à la nation et annonce la conclusion d'un accord avec le gouvernement soviétique : les troupes évacueront Budapest et de nouvelles forces de sécurité seront mises sur pied. Pour sa part, Nagy promet de reconnaître les conseils dans l'administration de l'État et annonce l'ouverture de négociations sur « les relations de la République populaire de Hongrie et l'Union soviétique » (Fejtő, 1991 : 96). Ce faisant, Nagy se rallie du côté des insurgés (résumé de la commission d'enquête de l'ONU, cité dans Aron, SD : 2).

Sur le terrain d'affrontement, le retrait des troupes soviétiques est retardé : plusieurs insurgés refusent toujours de déposer les armes, ce qui viole les conditions de l'évacuation. Un communiqué du ministère de la Défense annonce que toutes les troupes seront évacuées dans les trois prochains jours. À peine le retrait des garnisons soviétiques effectué, de nouvelles troupes se postent aux frontières. Dès le 1<sup>er</sup> novembre, les actes de Nagy laissent présager qu'il restera fidèle aux revendications du peuple hongrois, quoi qu'il arrive. Il prend ce matin-là la direction du ministère des Affaires étrangères et entre en contact avec l'ambassadeur soviétique, Andropov. Ayant appris l'avancée des troupes soviétiques sur le territoire hongrois, Nagy exige leur retrait, sans quoi la Hongrie dénoncera la violation du traité de Varsovie et proclamera la neutralité du pays. À 19h50, il déclare :

« Peuple hongrois, le gouvernement national, profondément pénétré de sa responsabilité envers le peuple et envers l'histoire et certain d'exprimer la volonté unanime de millions de Hongrois, proclame la neutralité de la République populaire de Hongrie... Le rêve séculaire du peuple hongrois est en train de se réaliser... La lutte révolutionnaire menée par le peuple et ses

héros a finalement fait triompher la cause de la liberté et de l'indépendance. » (Nagy, cité dans Fejtő, 1990 : 126)

La Hongrie indépendante et neutre n'a plus que deux jours à vivre. Depuis le 29 octobre, les autorités soviétiques mettent en place un dispositif qui leur permettra de mater l'insurrection. Au soir du 2 novembre, la Hongrie est envahie. Vingt-quatre heures plus tard, Budapest est isolée. Kádár a formé un nouveau gouvernement et les troupes soviétiques commencent à ouvrir le feu sur les insurgés. À 5 h 20, Nagy se prononce :

« Aujourd'hui à l'aube les troupes soviétiques ont déclenché une attaque contre la capitale avec l'intention évidente de renverser le gouvernement légal de la démocratie hongroise. Nos troupes combattent. Le gouvernement est à son poste. J'en avertis le peuple hongrois et le monde entier. » (*ibid.* : 135-136)

Il n'y a plus rien à faire. Cet état de fait est en grande partie dû à la désorganisation militaire du pays. Le 4 novembre 1956, les Soviétiques reprennent le contrôle du pays. Nagy est arrêté et sera exécuté au mois de mai 1958.

Les différents écrits sur la révolution hongroise permettent de croire que le Kremlin a longtemps hésité avant de prendre la décision d'intervenir en Hongrie. Ce sont probablement les militaires qui ont fait pencher la balance puisqu'une défaite à ce niveau aurait porté un dur coup à l'orgueil militaire et national. De plus, l'exemple hongrois aurait pu balayer sur son passage d'autres pays satellites et détruire le « mythe de l'irréversibilité de la mutation communiste » (*ibid.* : 119).

## **2. La première révolution anti-totalitaire**

Depuis l'émergence des gouvernements totalitaires, l'analyse politique est dominée par une propension consistant à mesurer l'œuvre du régime soviétique à l'aune de l'opposition ayant pour pôles la société capitaliste et la société communiste. Ce faisant, l'analyse occulte la criante opposition existant entre un gouvernement fondé sur un monde fictif et un gouvernement s'appuyant sur la réalité factuelle. À ce titre, le travail de H. Arendt au sujet des régimes totalitaires montre avec



éloquence que la pierre angulaire du conflit opposant les totalitarismes au monde libre n'est pas à chercher au niveau de la différence entre les systèmes économiques, mais plutôt sur le plan de la « fictionnalisation » du politique (Arendt, 1972). En clair, les travaux de la philosophe allemande tendent à démontrer qu'un gouvernement totalitaire se distingue par la construction d'une fiction (pureté de la race, création d'un homme nouveau) à laquelle il subordonne l'appareil d'État entier ainsi que la totalité de l'activité politique du pays. Cette remarque est de première importance afin de saisir les enseignements de la révolution hongroise. De fait, une lecture marxisante effectuée en termes de luttes de classes ne saurait saisir l'enjeu au centre de l'insurrection hongroise ; les hommes et les femmes ayant pris part à la révolution de 1956 ne se rebiffèrent pas contre une idéologie, ni contre un modèle économique ; c'est une forme de gouvernement – qui gouverne par la terreur et l'idéologie – qu'ils visaient à briser. En effet, bien qu'elle fût écrasée de manière sanglante par les chars soviétiques, l'insurrection hongroise tire sa grandeur de l'éclairage flamboyant qu'elle jeta sur les méthodes de gouvernement à l'œuvre à l'intérieur du bloc soviétique. À propos de la révolution hongroise, H. Arendt dira qu'elle constitue « un évènement authentique dont la dimension est indépendante de la victoire ou de la défaite ; la tragédie qu'[elle] provoqua en conforte la grandeur » (Arendt, 2002 : 896).

### *2.1 Une révolution spontanée*

Au regard des évènements qui ont secoué la Hongrie de 1956, ce qui étonne profondément l'observateur extérieur est sans contredit le caractère spontané d'une telle révolution. En effet, l'insurrection hongroise ne relevait pas d'un comité ni d'un conseil révolutionnaire. Elle fut imprévisible et aucunement fomentée par quelque gouvernement de l'Ouest ou de l'Est ; elle surprit Eisenhower comme elle surprit Khrouchtchev (Fejtő, 1991 : 8). À preuve, on déclara devant la Commission des Nations Unies que, « fait unique dans l'histoire, la révolution hongroise n'avait pas de chefs. Elle n'était pas organisée ; elle n'était pas dirigée par un organe central. Le désir de liberté était à l'origine de chaque action » (Nations Unies, cité dans Arendt, 2002 : 899). Soulignons que de tels propos offrent une résonance pertinente au concept de « révolution spontanée » omniprésent dans l'œuvre de Rosa Luxemburg. Rappelons qu'aux yeux de la révolutionnaire allemande la révolution spontanée représente le soulèvement du « moi collectif » de la

classe ouvrière combattant pour la liberté, sans le chaos d'une défaite militaire, ni l'appareil de conspirateurs et d'organiseurs (Châtelet, Duhamel et Pisier, 1986 : 670).

## *2.2 Un combat pour la Liberté et la Vérité*

Se réveillant d'un cauchemar long de douze ans, les étudiants et les membres de la jeune génération intellectuelle furent les premiers à s'organiser et à se soulever contre le régime de Mathias Rákosi. Contre toute attente, les faits montrent que c'est des strates sociales les plus éduquées que prit naissance le vent de révolte qui souffla sur l'étendue de la Hongrie. Ceci donne à penser que l'insurrection hongroise ne fut pas portée par des motifs matériels et économiques ; c'est davantage une profonde soif de liberté et de vérité qui catalysa la colère et la révolte du peuple hongrois. Comme le note Tamás Aczél – membre de l'Union des Écrivains lors de l'insurrection hongroise et récipiendaire du prix Staline –, « The sense of freedom, of moral and intellectual rebirth, was whelmingly accepted as the main source of the intellectual movement. It generated an atmosphere that captured the imagination of people and reactivated latent national energies » (Aczél, 1978 : 29).

Un tel éveil de conscience entraîna dans sa foulée plusieurs intellectuels à reprendre contact avec la réalité brute : depuis plusieurs années, alors qu'il croyait construire le socialisme, le peuple hongrois participait à l'édification de gigantesques murs de prison faits de mensonges et de sang versé. Renouant avec l'activité de penser par le truchement des cercles intellectuels, de nombreux représentants de la jeune génération s'attaquèrent à la vérité prescrite par le parti. À ce titre, les propos d'Aczél portent témoignage des interrogations qui formaient le paysage intellectuel et militant. « If there is a truth of a higher order than objective truth, if the single criterion of truth is political expediency, then even a lie can be true, for even a lie can be momentarily expedient. This is a terrible thought, yet its importance must be squarely faced. » (Aczél, 1978 : 30) Parallèlement à ce désir collectif de vérité, on remarque qu'en s'aliénant le support du parti et en exigeant une pluralité politique, l'organisation des étudiants de l'Université Polytechnique manifesta également une volonté de s'arracher à la forme de gouvernement totalitaire.

De concert avec la Pologne de Gomulka, la Hongrie insurgée parlait donc un langage clair : il est vain de vouloir fabriquer des Hommes nouveaux, de programmer une désolation de masse, car « une aspiration à la liberté et à la vérité montera toujours du cœur et de l'esprit de l'[H]omme, même là où elles ne sont pas enseignées et où l'endoctrinement est envahissant » (Arendt, 2002 : 916). Ainsi, par-delà les anachronismes, les distorsions et les corruptions que le mouvement d'insurrection considérait comme organiquement liés à la forme de gouvernement qui prédominait, les insurgés visaient à briser la chape de plomb qui recouvrait toutes les formes de communication et, corollairement, participait à la construction d'êtres humains désolés. « We must root out these organic faults that allow our leaders to misuse their power and render us incapable of dealing humanly with one other » (Aczél, 1978 : 31) déclarait, en 1956, Tibor Déry – également membre de l'Union des Écrivains.

À ce chapitre, le philosophe français Claude Lefort constate que, au fur et à mesure que le peuple hongrois défiait la forme de gouvernement qui l'assujettit, le totalitarisme démontra qu'à l'envers de sa force il recèle une fragilité, une vulnérabilité exceptionnelle. Plus spécifiquement, il observe que la société hongroise en apparence unifiée, homogénéisée et soumise à tous les niveaux au pouvoir d'État a, par son soulèvement, fait échec à la tentative du pouvoir de se rendre omniprésent et, par voie de conséquence, invisible. En ce sens, la grandeur de l'insurrection hongroise est d'avoir fait apparaître le pouvoir d'État comme un agent extérieur qui, par-delà le modèle économique en vigueur, agit « à distance au-dessus de l'ensemble social [tout en étant] étranger aux exigences de la vie collective » (Lefort, 1978 : 95).

Par le biais de ces considérations d'ordre politique et philosophique, le mouvement intellectuel devient garant de la liberté et de la vérité dans le pays. Celles-ci instaurent les liens entre les intellectuels et la population, créant par ricochet une nouvelle unité nationale. La possibilité d'édifier une société humaine et morale est dorénavant envisageable.

### *2.3 De l'hétérogénéité et de l'action collective*

La révolution hongroise fut portée par tout un peuple ; l'hétérogénéité de celui-ci n'a pas gêné l'établissement d'exigences communes. Les

revendications hongroises allaient tellement de soi qu'elles ne requéraient aucune formulation complexe : on exigeait que les agents soviétiques quittent le territoire et l'on réclamait des élections libres afin de désigner un nouveau gouvernement. Malgré l'apparente chienlit, c'est dans une unanimité nationale que les différents conseils commencèrent à s'organiser. Notons que ces derniers, bien qu'anti-soviétiques et anti-communistes (dans la mesure où le communisme renvoie à la bureaucratie), ne se revendiquent pas pour autant du capitalisme. En réalité, la révolution hongroise aura été « la première tentative radicale de faire coexister dans le même système le socialisme industriel, le contrôle ouvrier, le libéralisme agricole et intellectuel, la démocratie parlementaire et le nationalisme anti-impérialiste » (Fejtö, 1991 : 176).

En ce sens, l'absence de controverse idéologique au sein de la révolution en dit long sur le régime contre lequel elle se retournait. En fait, comme le souligne H. Arendt, l'entreprise idéologique que le gouvernement soviétique a imposée aux Hongrois durant les douze années de domination totale qui ont précédé la révolution s'est effondrée comme un château de cartes, et ce, beaucoup plus rapidement que l'édifice politique. Ainsi, les individus, qui se sont retrouvés dans la rue pour obtenir la liberté, ont vécu dans leurs esprits un changement de réalité qui a eu « à peu près le même effet [...] que l'écroulement du monde nazi sur l'esprit des Allemands » (Arendt, 2002 : 920). Les idéologies n'étaient plus en mesure de contenir les esprits, tâche qui leur incombait depuis la soviétisation du pays en 1944.

D'autre part, soulignons que le peuple hongrois possédait une expérience bien éphémère de la domination totalitaire : les Bolcheviks firent tomber le pays sous leur coupe en 1944 et, neuf ans plus tard, la mort de Staline modifia la marche du mouvement totalitaire. Alors que tout régime totalitaire craint la réalité des faits, laquelle menace la réalité mise en place par le parti, les Hongrois, eux, savaient pertinemment qu'ils vivaient dans un univers de mensonges. Faute de temps, l'idéologie ne put achever d'éliminer, en Hongrie, la faculté humaine de penser.

« Tant que la terreur ne reçoit pas un renfort de la contrainte produite par l'idéologie [...], la capacité qu'ont les individus de distinguer la vérité du mensonge reste intacte au niveau

élémentaire des faits ; ils ressentent l'oppression pour ce qu'elle est et revendiquent la liberté » (Arendt, 2002 : 917-918).

En somme, la révolution hongroise aura montré l'échec du mouvement totalitaire pour enrégimenter et endoctriner à la fois la jeunesse étudiante, les intellectuels, les ouvriers et les paysans, bref ces gens qui forment l'hétérogénéité de toute société donnée. Un tel échec trouve sa confirmation dans l'organisation politique apparue au cours de la révolution : le système de conseils.

### **3. Les conseils : résurgence d'un modèle d'organisation politique**

Alors que les feux de la révolution hongroise étaient alimentés par un désir de vérité et de liberté, les hommes et les femmes impliqués dans l'insurrection participaient à une expérience politique de grande envergure : la mise sur pied d'un système de conseils ouvriers et de conseils révolutionnaires. De fait, à la suite des grandes manifestations des 24 et 25 octobre, alors que l'on aurait pu s'attendre au règne chaotique des foules, on observe l'émergence spontanée de tout un archipel de conseils populaires à l'intérieur desquels les ouvriers et les soldats font l'expérience réelle du pouvoir. Au terme de combats plus ou moins prolongés avec les garnisons de la police politique hongroise, quantité de régions, de villes, ainsi que de villages passent sous l'autorité des nombreux conseils révolutionnaires qui foisonnent partout à travers la Hongrie. Préalablement à notre analyse, soulignons que cette forme d'organisation politique n'est pas inédite ; depuis plus de cent cinquante ans, on la voit apparaître lorsqu'un peuple possède l'opportunité de poursuivre ses propres objectifs politiques sans qu'un gouvernement ou qu'un programme de parti oriente son action. À cet égard, le communiste britannique Peter Fryer effectuait un parallèle intéressant entre l'importance des conseils au sein de la révolution hongroise et celle des soviets (en langue russe, *soviet* signifie conseil) qui ont surgi lors de l'éclatement des révolutions russes de 1905 et 1917 (Fejtő, 1991 : 91).

Bien que ces comparaisons historiques soient dignes d'intérêt, il convient d'en préciser la portée. La mise sur pied de conseils au cours de la révolution hongroise a représenté, dans une plus grande mesure que dans le cas des expériences précédentes, « la première mesure pratique tendant à rétablir l'ordre et à réorganiser l'économie sur une base

socialiste, mais sans le contrôle rigide du parti [...] ou l'appareil de terreur » (*Rapport du comité spécial pour la question de la Hongrie*, cité dans Arendt, 2002 : 921). Sièges d'une forme d'action politique affranchie du Parti et de la forme de gouvernement totalitaire, les conseils portaient des noms divers : Conseil révolutionnaire, Conseil révolutionnaire des travailleurs, Conseils d'ouvriers et de soldats, etc. Si l'on se réfère à la distinction opérée par H. Arendt, la révolution hongroise a fait naître deux formes de conseil : d'une part, les conseils révolutionnaires qui, s'inscrivant en faux contre la tyrannie, assumaient principalement des fonctions politiques et, d'autre part, les conseils ouvriers, lesquels visaient à structurer la vie économique.

### *3.1 Les conseils ouvriers*

En instaurant des conseils ouvriers, la classe ouvrière avait dessein de se rendre maître de la production des usines, et, par le fait même, d'être en mesure de prendre en charge sa propre existence. Convient-il de rappeler que sous le régime de Rákosi le pouvoir d'organisation des usines se trouvait partagé entre trois autorités : la direction qui était tributaire du gouvernement ; les bonzes du Parti qui supervisaient la conduite de la direction d'usine ; l'organisation syndicale qui, loin de défendre les droits des travailleurs, demeurait également à la solde du Parti. Opposés à ce mode d'organisation, les conseils ouvriers supprimèrent les trois mécanismes d'autorité en vue de fournir des instruments politiques à la classe ouvrière intégrée à la révolution nationale. Au cours des premiers jours de l'insurrection, l'activité des conseils ouvriers était essentiellement consacrée à l'organisation de la grève générale et à la défense des usines contre les forces de la police politique (A.V.H.). Toutefois, au fur et à mesure que la révolution gagnait du terrain, la classe ouvrière redoubla d'efforts afin de « s'organiser, de haut en bas, [de] se centraliser et [de] proposer ses propres solutions pour les problèmes de toute la société » (Broué, 1978 : 100).

### *3.2 Les conseils révolutionnaires*

Afin de bien saisir la portée des conseils révolutionnaires, il importe de rappeler que les systèmes de conseils représentent la seule alternative démocratique au fonctionnement des partis.

« Alors que le système des partis trouve son origine historique dans le Parlement et ses factions, les conseils, eux, naquirent exclusivement des actions et des revendications spontanées du peuple, sans qu'une idéologie eût conclu à leur nécessité et sans qu'aucune théorie les eût prévus ni a fortiori conçus par anticipation. » (Arendt, 2002 : 922)

À preuve, partout où cette forme d'organisation politique est apparue, celle-ci se frappa à l'hostilité des bureaucrates et des dirigeants de partis de même qu'à l'indifférence des politologues. Bref, les conseils constituaient l'expression même de la démocratie, mais sur un mode que l'on n'avait jamais imaginé auparavant. Est significative à cet égard l'attitude des Bolcheviks vis-à-vis des soviets : Lénine s'efforça de les émasculer tout en récupérant leur nom, car le système des conseils né de la révolution représentait une menace pour le pouvoir du Parti à qui l'on devait la révolution. Rappelons qu'en Union soviétique le Soviet Suprême tenait lieu d'organisation de façade ; il visait à dissimuler le véritable siège du pouvoir.

À titre d'unique alternative au système des partis, l'organisation politique des conseils présente des principes fondateurs qui entérinent une rupture avec le fonctionnement des partis politiques. D'emblée, notons que les élus des conseils ne sont pas issus d'un appareil visant à sélectionner des candidatures et à proposer celles-ci à l'électorat ; les candidats sont plutôt choisis à l'intérieur de la base militante. Qui plus est, le choix de l'électeur n'est pas orienté par quelque programme, plateforme ou idéologie, mieux, sa préférence va à « la considération qu'il a pour l'homme, dans l'intégrité, le courage et le jugement duquel il est censé avoir suffisamment confiance pour le charger et le représenter » (Arendt, 2002 : 923). Par voie de conséquence, contrairement à l'élu du gouvernement, l'élu des ouvriers est choisi à partir de la confiance qu'on met dans ses qualités personnelles. En somme, il est l'élu de ses pairs et non de ses supérieurs ou de ses inférieurs.

Bien que l'organisation politique des conseils diffère substantiellement de celle d'un système de partis, H. Arendt spécifie qu'une telle organisation engendrera à coup sûr des différences d'opinion et des factions susceptibles de se transformer en partis. Or dans un système de conseils, l'élection d'un individu ne sera jamais subordonnée

à l'adhésion de celui-ci à une certaine faction ; l'élection s'effectuera sur la base des convictions personnelles du candidat et de la force à laquelle il les défend. Autrement dit, « les conseils contrôleraient les partis, ils n'en seraient pas les délégués » (Arendt, 2003 : 923). De plus, si le fonctionnement interne des conseils porte un témoignage éloquent de la composante démocratique d'une telle expérience collective, il nous faut voir que la souplesse et l'accessibilité des conseils confirment cet état de fait. En effet, on remarque que l'instauration de conseils révolutionnaires ne nécessite aucune condition particulière au-delà du fait qu'un ensemble d'êtres humains se réunissent pour penser et agir en commun à propos de questions d'intérêt public. Dans le cas qui nous intéresse, la mise sur pied simultanée d'une pléthore de conseils s'est effectuée à partir de groupes qui rassemblaient des individus partageant l'expérience concrète et quotidienne du vivre-ensemble. Si *l'agir collectif* constitue l'unique condition d'émergence d'une organisation politique de conseils, ce constat trouve sa confirmation dans l'hétérogénéité qui caractérisait les formations de conseils : un amalgame d'allégeances libérales, socialistes, démocratiques et nationalistes constituait une unité en vue de demander la fin des hostilités, le retrait des troupes soviétiques et la tenue d'élections libres.

Sur le plan national, F. Fejtő fait remarquer qu'au cours des premiers jours de l'insurrection, les conseils révolutionnaires de province prirent le pas sur les conseils de la capitale. Le cas du Comité national de la ville de Győr en atteste : dès l'aube de la révolution ce conseil prit une importance considérable, notamment en scellant son soutien à Irma Nagy. Si une telle attitude fut reprise par l'ensemble des conseils révolutionnaires, il revient au Comité national de Győr d'avoir conclu un accord avec les troupes soviétiques, lequel accord permit aux conseils de province de tenir momentanément les garnisons soviétiques à l'écart.

### 3.3 La capacité d'organisation des conseils

Du 28 au 31 octobre, les conseils furent portés par un nouvel essor qui traversa le pays de part en part. Alors que « chaque localité, chaque entreprise, chaque administration, chaque corps de métier formait son conseil » (Fejtő, 1991 : 108), on observe qu'un divorce important s'opéra entre le régime qui se prétendait prolétarien et le prolétariat désormais agissant. Un tel essor de la part de conseils et l'absence de tout signe annonçant la restauration des partis atteste d'une « véritable renaissance



de la démocratie contre la dictature, de la liberté contre la tyrannie » (Arendt, 2003 : 925). Plus encore que la démultiplication des conseils révolutionnaires et ouvriers, ce qui doit ici retenir notre attention est le large éventail de possibles et la capacité d'organisation hautement efficace que laissa entrevoir la seule organisation démocratique à l'intérieur de laquelle la possibilité d'un système des partis fut exclue d'emblée. À peine venait-on d'élire les membres des conseils que toute la constellation de nouveaux conseils jetait les bases d'une coordination en vue d'élire des délégués en mesure de constituer un Conseil national suprême pouvant remplacer l'ancien gouvernement. À travers l'ensemble des conseils révolutionnaires qui naquirent durant ce bref moment où la conscience populaire put s'exprimer librement et sans ambages, quatre conseils acquirent une importance significative : le Conseil révolutionnaire des étudiants, le Conseil national de la jeunesse hongroise libre, le Conseil révolutionnaire des jeunes ouvriers et de la jeunesse travailleuse et, enfin, le Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois. Ainsi coordonnés, l'ensemble des conseils ouvriers et révolutionnaires achevèrent la liquidation de l'ancienne administration centrale. Et bien que le Conseil suprême n'eût jamais l'opportunité de dépasser le stade préparatoire, il nous faut remarquer que des dispositions en vue de remplacer l'Assemblée nationale ont été adoptées à la grandeur du pays : les divers conseils ouvriers avaient mis sur pied des comités de coordination ainsi que des conseils centraux, tandis que les conseils révolutionnaires de province envisageaient de former un conseil révolutionnaire national.

En s'intéressant aux diverses implications de la révolution hongroise, on constate que rien n'exprime mieux l'extraordinaire capacité d'organisation des conseils que la difficulté avec laquelle les troupes soviétiques réussirent à mater l'insurrection. Trois semaines furent nécessaires à l'armée russe afin d'écraser complètement la révolution ; on porta les premiers coups aux conseils révolutionnaires considérés, à juste titre, comme l'instrument d'action et l'organe de représentation du peuple. Peu après fut amorcé le démantèlement des conseils ouvriers entrevus comme un ersatz des syndicats contrôlés par le Parti. Dès lors que la liberté d'action – telle qu'elle s'incarnait dans les conseils révolutionnaires et ouvriers – fut chose du passé, la répression porta sa mire sur la liberté de penser et procéda à la liquidation des intellectuels.

## Conclusion

La révolution hongroise a ceci de particulier qu'elle permet de jeter un éclairage singulier sur une forme de gouvernement qui, par la terreur et l'idéologie, empêche toute liberté, tant mentale que physique. La désolation que ces deux éléments impliquent est à la domination totale ce que l'eau est à la vie : essentielle. Les événements d'octobre 1956 que H. Arendt, F. Fejtő, R. Aron et d'autres ont décrits et analysés sont indépendants de la victoire ou de la défaite ; ils sont une victoire en eux-mêmes. Le peuple hongrois, par l'insurrection qu'il fit naître, a pu montrer les limites de la domination totale imposée par le gouvernement soviétique. La révolution hongroise qui a renversé, douze jours durant, la forme de gouvernement totalitaire en place est probablement le meilleur exemple de « révolution spontanée » telle que l'a décrite Rosa Luxemburg ; un soulèvement sans parti ni programme pour la liberté. C'est par un survol historique d'abord et par la démonstration du caractère particulier de la révolution ensuite que nous sommes parvenus aux conseils révolutionnaires dans lesquels prend forme l'action politique qui a guidé les insurgés. C'est ainsi que nous avons tenté de montrer en quoi la révolution hongroise était anti-totalitaire.

*Ariane Bélanger-Vincent*  
*Candidate à la maîtrise en anthropologie*  
*Université Laval*

*Jean-Michel Landry*  
*Candidat à la maîtrise en anthropologie*  
*Université Laval*

\* \* \*

## Bibliographie

ACZÉL, Tamas (1978), « Intellectual Aspects » : 25-32 dans Kiraly, B. K., Jonas, P., *The Hungarian Revolution of 1956 in Retrospect*, Boulder, Colombia University Press.

- ARENDR, Hannah (2002), « Réflexions sur la révolution hongroise », dans : Hannah ARENDR, *Les Origines du totalitarisme, Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard.
- ARENDR, Hannah (1990), *La nature du totalitarisme*, Paris, Payot.
- ARENDR, Hannah (1972), *Le système totalitaire*, Paris, Seuil.
- ARON, Raymond (SD), « Une révolution antitotalitaire », dans : *Les documents de « Tribune libre » : La révolution hongroise*, Paris, Plon.
- BROUÉ, P. (1978), « La révolution des conseils ouvriers », dans : Pierre KENDE et Pomian KRZYSZTO (dir.), *1956, Varsovie – Budapest*, Paris, Seuil.
- CHÂTELET, François, Olivier DUHAMEL et Évelyne PISIER (1986), *Dictionnaire des œuvres politiques*, Paris, PUF.
- FEJTŐ, François (1978), « De Budapest et Varsovie 1956 à Prague 1968 », dans : Pierre KENDE et Pomian KRZYSZTO (dir.), *1956, Varsovie – Budapest*, Paris, Seuil.
- FEJTŐ, François (1981), *Budapest l'insurrection*, Paris, Éditions Complexe.
- LEFORT, Claude (1978), « La première révolution antitotalitaire », dans : Pierre KENDE et Pomian KRZYSZTO (dir.), *1956, Varsovie – Budapest*, Paris, Seuil.